

Trouver un terrain d'entente

Discussion concertée sur le façonnement de la Politique alimentaire nationale du Canada



Sommaire d'une réunion des intervenants du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire



Table des matières

Sommaire	3
Introduction	5
Trouver un terrain d'entente : Résumé d'une discussion concertée	6
Améliorer la salubrité des aliments et la santé	7
Préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air	9
Améliorer l'accès à des aliments abordables.....	11
Produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.....	13
Questions faisant l'unanimité	16
Gouvernance.....	18
Annexe A	20

Sommaire

La Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) plaide depuis longtemps pour l'adoption d'une Stratégie alimentaire nationale et était heureuse de constater que la lettre de mandat adressée au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire renfermait clairement un engagement à cet égard, soulignant le besoin d'« élaborer une politique alimentaire qui fait la promotion d'un mode de vie sain et de la salubrité des aliments en mettant sur la table des familles du pays un plus grand nombre d'aliments sains de grande qualité produits par les agriculteurs et les éleveurs canadiens »¹.

La FCA a participé à une séance de remue-méninges informelle organisée par Les aliments Maple Leaf, le Réseau pour une alimentation durable et le nouvel Institut des aliments Arrell à l'Université de Guelph le 21 mars 2017, où le thème de la discussion était la mobilisation du public à l'égard d'une telle politique alimentaire. S'appuyant sur cette discussion et reconnaissant la diversité des perspectives qui seraient communiquées pour contribuer à l'élaboration d'une telle politique, le 5 juin 2017, la FCA a organisé un événement intitulé 'Trouver un terrain d'entente : Discussion concertée sur le façonnement de la Politique alimentaire nationale du Canada'. Des intervenants d'un certain nombre de domaines se sont rencontrés pour explorer les quatre thèmes proposés par le gouvernement du Canada dans le cadre de ses consultations portant sur l'initiative *Une politique alimentaire pour le Canada* et pour déterminer les positions communes. Ces thèmes étaient les suivants :

- améliorer la salubrité des aliments et la santé;
- préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air;
- améliorer l'accès à des aliments abordables;
- produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

Un groupe d'experts a été formé pour chacun des thèmes et son rôle était de cerner les initiatives existantes, les enjeux nouveaux et les orientations possibles d'une SAN, et ces discussions ont été suivies d'une discussion plénière sur les positions communes et les exigences de gouvernance connexes. Le contenu de ce rapport ne devrait pas être considéré comme présentant les positions de la Fédération canadienne de l'agriculture, mais plutôt comme un aperçu des perspectives variées qui alimenteront vraisemblablement les futures discussions entourant une SAN.

Les participants ont défini un certain nombre d'opportunités, de défis et d'orientations potentielles en rapport avec chacun des thèmes, qui sont décrits davantage dans le rapport. Cependant, on a cerné un certain nombre de questions transversales s'étendant aux quatre thèmes, ainsi que des objectifs à long terme et des mesures à prendre tôt dans le processus d'élaboration d'une Stratégie alimentaire nationale.

Quatre objectifs à long terme se sont dégagés de la discussion comme se prêtant idéalement à l'approche pangouvernementale que prône une Stratégie alimentaire nationale :

1. Réduire les déchets alimentaires
2. Promouvoir la littératie alimentaire
3. Réduire le coût des maladies dues au régime
4. Positionner le Canada en tant que leader mondial digne de confiance et comme source d'aliments salubres, nutritifs et écologiquement durables

Les participants ont toutefois souligné que pour atteindre ces objectifs à long terme, il faut s'entendre d'abord sur certains éléments de base avant de pouvoir entreprendre l'élaboration d'une Stratégie alimentaire nationale :

¹ Cabinet du premier ministre, lettre de mandat adressée au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Voir <http://www.pm.gc.ca/fr/lettre-de-mandat-du-ministre-de-lagriculture-et-de-lagroalimentaire>

1. Compréhension commune des concepts et de la terminologie parmi l'ensemble des intervenants
2. Responsabilisation, de la part de tous les intervenants, par rapport à des rôles et responsabilités clairement définis
3. Identifier les données permettant de définir les forces du Canada, d'établir les valeurs de base pour l'ensemble des objectifs et de procéder à des analyses des progrès grâce à la collecte de renseignements sur les paramètres qui reposent sur de solides preuves et données scientifiques
4. Regrouper les données nécessaires dans un cadre commun et mettre au point des modèles pour fournir un aperçu des interdépendances potentielles et éviter les conséquences imprévues

Les participants se sont également concentrés sur quelques composantes clés qui doivent faire partie de toute approche de gouvernance d'une Stratégie alimentaire nationale :

1. Mobiliser l'entière chaîne d'approvisionnement, allant des fournisseurs d'intrants aux détaillants, afin qu'ils participent à l'élaboration des politiques et afin d'assurer l'acceptation généralisée des résultats proposés
2. Faire appel aux dirigeants autochtones en réponse à des enjeux stratégiques et juridiques uniques auxquels sont confrontées les collectivités autochtones au Canada
3. Créer un réseau afin de faire appel à un grand éventail d'intervenants et pour maintenir leur engagement grâce à des rôles clairement définis

Pour assurer la mise en place de ces mesures, les participants ont noté qu'il y a quatre étapes cruciales à suivre au moment de la création de mécanismes de gouvernance efficaces dans le contexte d'une Stratégie alimentaire nationale :

1. Établir des principes communs et des priorités claires
2. Inviter les intervenants à se réunir à nouveau pour examiner et évaluer les modèles de gouvernance potentiels
3. Définir les résultats précis en fixant des cibles clairement définies
4. Créer un cadre formel et transparent pour institutionnaliser la responsabilisation dans les différents ministères

Le lecteur trouvera ci-après un aperçu des discussions à l'origine de ces recommandations, et une description de chaque discussion et des résultats définis subséquentement sous chaque thème. Il ressort clairement du rapport qu'il y a des points de vue très variés quant aux questions auxquelles devrait répondre une Stratégie alimentaire nationale, mais en dépit des divergences d'opinions, il y a un terrain d'entente considérable sur lequel tous les intervenants peuvent s'appuyer.

INTRODUCTION

Le 5 juin 2017, la Fédération canadienne de l'agriculture a organisé un événement intitulé 'Trouver un terrain d'entente : Discussion concertée sur le façonnement de la Politique alimentaire nationale du Canada'. Les participants incluaient des représentants de multiples ministères, de la société civile, de l'industrie, de groupes autochtones et des milieux universitaires (voir l'**Annexe A**, qui renferme une liste). Quatre groupes d'experts ont été mis sur pied et se sont penchés sur les opportunités, les défis et les orientations proposées, sous quatre thèmes définis par le gouvernement du Canada lors de ses consultations sur *Une politique alimentaire pour le Canada* :

- améliorer la salubrité des aliments et la santé;
- préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air;
- améliorer l'accès à des aliments abordables;
- produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

En plus de ces discussions thématiques, l'événement s'est conclu par une discussion plénière dont l'objet était d'arriver à des consensus ou à un 'terrain d'entente' sur les différents enjeux et sur les priorités à court et à long terme à inclure à une Stratégie alimentaire nationale (SAN) et sur les mécanismes de gouvernance qui permettront de faire des progrès en réponse à ces priorités.

Le gouvernement du Canada a annoncé récemment la tenue de consultations sous le thème *Une politique alimentaire pour le Canada* et a souligné le besoin d'une discussion intersectorielle et transversale. Cependant, en raison de plusieurs initiatives transformatives déjà en cours au gouvernement fédéral, il était nécessaire d'explorer les approches pangouvernementales dans plusieurs domaines stratégiques plus spécifiques. Voici quelques exemples de l'éventail d'initiatives et de dialogues stratégiques entrepris par le gouvernement fédéral et pertinents dans le contexte de cette discussion :

- les mesures prises par le Canada en réponse au changement climatique,
- la Stratégie de Santé Canada en matière d'une saine alimentation,
- la Stratégie de réduction de la pauvreté d'Emploi et Développement social Canada,
- le programme Nutrition Nord Canada d'Affaires autochtones et du Nord Canada,
- le rapport Barton et les objectifs de croissance alimentaire et le programme d'amélioration des compétences et d'innovation dans le secteur agroalimentaire annoncés dans le Budget de 2017.

Ces initiatives stratégiques apparemment disparates et de grande envergure touchent toutes l'alimentation d'une façon ou d'une autre et reflètent le raisonnement derrière l'initiative *Une politique alimentaire pour le Canada*. Durant les discussions, qui sont résumées ci-dessous, un certain nombre d'intervenants ont souligné maintes fois qu'une *stratégie* alimentaire constitue un objectif plus approprié pour répondre à ces thèmes variés, reconnaissant la nécessité d'une approche pragmatique pouvant intégrer de nombreuses politiques et rassembler divers ministères. Par conséquent, même si cette approche ne faisait pas l'unanimité, dans ce document, on parlera de la Stratégie alimentaire nationale (SAN) plutôt que d'une Politique alimentaire, en renvoyant uniquement à l'initiative *Une politique alimentaire pour le Canada* lorsqu'il est question des consultations en cours du gouvernement.

Une Stratégie alimentaire nationale offre une occasion unique au Canada de gérer les questions transversales en adoptant une approche prospective et intégrée qui aligne les intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux dans l'élaboration de politiques informées et cohérentes. Une SAN efficace doit proposer une vision qui rassemble les intervenants, les mobilise autour de priorités communes et s'appuie sur les atouts du Canada. Ce rapport donne un aperçu de certaines des opinions variées exprimées par les intervenants lors des discussions qui se sont tenues le 5 juin.

Trouver un terrain d'entente : Résumé d'une discussion concertée

La Fédération canadienne de l'agriculture a tenu une série de débats portant sur chacun des thèmes mentionnés plus haut dans le but d'identifier les initiatives existantes, les nouveaux enjeux et les orientations possibles d'une Stratégie alimentaire nationale (SAN). Le présent rapport résume brièvement chacune de ces discussions aux pages 7 à 15, tout en mettant l'accent sur les opportunités, les défis et les orientations possibles.

Ces débats ont été suivis d'une discussion plénière sur les possibles questions faisant l'unanimité et sur la structure de gouvernance à mettre en place pour obtenir les résultats escomptés. Cette discussion est résumée dans le rapport, dans deux sections : Questions faisant l'unanimité (p. 16) et Gouvernance (p. 18).

Avant de passer aux résumés de ces discussions, il est important de noter que ces résumés fournissent seulement un aperçu très général des discussions qui ont eu lieu et ne devraient aucunement être interprétés comme reflétant un consensus généralisé ni comme correspondant aux positions de la Fédération canadienne de l'agriculture. Au contraire, le contenu de ce rapport doit être interprété comme le début d'une plus vaste discussion, qui illustre l'éventail de perspectives susceptibles d'être présentées dans le cadre des futures discussions sur une SAN, tout en faisant ressortir les questions faisant l'unanimité et sur lesquelles on pourra s'appuyer pour dresser la SAN.

Des liens aux initiatives, ressources pertinentes et possibles exemples de mécanismes de gouvernance efficaces mentionnés durant les discussions seront compilés et affichés au site Web de la FCA pour référence ultérieure à l'adresse : <http://www.cfa-fca.ca/fr/programmes-et-projets/strategie-alimentaire-nationale/>

Améliorer la salubrité des aliments et la santé

Opportunités et défis

Tout au long de la discussion sur la façon dont une SAN peut contribuer à améliorer la salubrité des aliments et la santé, quelques éléments contextuels clés ont été soulevés.

Tout d'abord, les mauvaises habitudes alimentaires et les régimes alimentaires malsains représentent un facteur de risque primaire pour de nombreuses maladies chroniques au Canada, qui font fortement grimper les dépenses de santé à un rythme supérieur au taux de croissance de l'économie canadienne. Les taux d'obésité au Canada, où plus de 20 % des habitants sont classés comme étant obèses et plus de 50 % des adultes comme ayant du surpoids, ont été cités comme un important indicateur de l'ampleur du défi. L'environnement alimentaire a été mentionné par certains comme une préoccupation de premier ordre à cet égard, puisque les aliments moins sains sont souvent plus faciles à obtenir, disponibles et moins chers que les aliments sains.

Deuxièmement, la présence d'une surabondance d'information ayant trait aux aliments fait qu'il est difficile pour les Canadiens de faire des choix sains et complique la communication efficace de messages aux consommateurs. L'amélioration de l'éducation et de la littératie dans le domaine alimentaire a été soulignée comme étant essentielle pour que les Canadiens comprennent l'importance d'un régime sain et le rôle qu'il joue dans leur vie. Dans un même temps, les participants ont souligné les multiples facettes de ce défi, où les facteurs socioéconomiques, les modes de vie très stressants et la prévalence de renseignements non scientifiques jouent tous un rôle. La nécessité d'une politique globale et holistique pour intervenir dans ce domaine a été définie comme un élément essentiel d'une SAN.

Une approche holistique à l'égard de la santé a été définie comme devant inclure à la fois des politiques efficaces et des mécanismes de soutien, portant sur tous les aspects, allant de l'étiquetage des aliments à la gouvernance et au leadership. On a proposé une évaluation du cadre des politiques de santé au Canada à travers le prisme d'une SAN complète et on a affirmé à plusieurs reprises qu'une évaluation et une surveillance renforcées des politiques de santé sont cruciales pour assurer des interventions stratégiques ciblées et percutantes à l'avenir. De plus, durant cette discussion, on a parlé d'un certain nombre de collaborations fructueuses à l'échelle municipale, régionale ou provinciale comme sources essentielles de renseignements sur les leçons apprises et permettant d'éventuellement intensifier les interventions.

Dans l'ensemble, l'amélioration de la santé a été identifiée comme un thème essentiel dans n'importe quelle SAN, et l'on a noté que la hausse des dépenses dans le domaine des soins de santé représente un problème ayant des ramifications intersectorielles et interministérielles. Un exemple de ces ramifications est que les dépenses de santé totales pour les ménages aux prises avec une grave insécurité alimentaire sont plus élevées de 121 % que pour les ménages qui ne souffrent pas de cette insécurité². La Stratégie de Santé Canada en matière de saine alimentation était perçue comme une initiative transformative à cet égard et comme un excellent exemple d'une politique dont il faut assurer l'harmonisation avec une SAN.

Les participants ont souligné que, pour que la SAN donne lieu à de solides politiques dans ce domaine, il est nécessaire d'assurer la participation de tous les intervenants au début du processus d'élaboration des politiques, plutôt que de simplement les encourager à répondre à des propositions. L'industrie a parlé des récentes propositions d'étiquetage sur le devant des produits s'inscrivant dans la Stratégie en matière de saine alimentation, comme un exemple d'une initiative où il aurait été utile d'avoir des échanges tôt avec elle pour s'assurer que les responsables de la mise en œuvre de cette proposition cherchent à trouver des solutions pratiques et assurent ainsi une mise en œuvre plus uniforme.

² Tarasuk et coll. Association between household food insecurity and annual health care costs, *Canadian Medical Association Journal*, vol. 187(14), 2015.

Toutefois, un certain nombre de participants étaient d'avis que la santé et la salubrité alimentaire doivent être considérées comme des domaines stratégiques distincts. Le Canada continue de jouir d'une solide réputation dans le monde pour la salubrité de ses aliments, comme l'a indiqué une étude récente du Conference Board of Canada, qui a placé le Canada au premier rang pour la salubrité alimentaire parmi 16 pays comparables membres de l'OCDE³. La salubrité des aliments a été décrite comme un excellent exemple d'un aspect où il est critique 'd'établir des niveaux' dans le cadre d'une SAN, puisqu'il y a constamment des améliorations et que la salubrité des aliments doit être perçue comme un atout pour le Canada.

Orientations possibles :

À l'issue de ces discussions, les participants ont proposé un certain nombre de résultats liés à la santé en tant qu'objectifs d'une SAN. La réduction des dépenses de santé a été identifiée de façon répétée comme un objectif stratégique global et à long terme, comportant un certain nombre de résultats plus spécifiques, par exemple :

1. Augmenter la consommation de fruits et légumes par l'adoption d'objectifs clairement définis et tournés vers l'avenir.
2. Adapter une approche visant à inclure la question de la santé dans toutes les politiques et en vertu de laquelle les activités de l'ensemble des ministères seraient évaluées du point de vue de la santé ou des impacts sur la santé. On a donné comme exemple la Slovénie qui a adopté une telle approche.
3. Améliorer la collecte des données sur la consommation de nourriture et la littératie alimentaire, en fixant des objectifs pour les segments de la population où l'impact de cette information est élevé, comme les jeunes. On pense, par exemple, à la collecte régulière de données sur la nutrition dans le cadre de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, qui est menée tous les cinq ans.
4. Relever et évaluer les programmes de nutrition destinés aux élèves, afin de partager des pratiques exemplaires et de promouvoir l'expansion des initiatives existantes qui fournissent de bons résultats. On voyait les écoles dans les collectivités autochtones comme un domaine de compétence fédérale où une SAN pourrait jouer un rôle plus direct à cet égard.

³ Le Vallée et Charlebois. 2014 World Ranking: Food Safety Performance, Conference Board of Canada. Voir <http://www.conferenceboard.ca/cfic/research/2014/foodsafety.aspx>

Préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air

Opportunités et défis

Les participants ont exploré le potentiel d'obtenir les résultats souhaités à l'égard de l'environnement par l'adoption d'une SAN en examinant les liens possibles entre les initiatives stratégiques entreprises par le gouvernement fédéral. Aucune politique fédérale globale à elle seule n'englobe un sujet aussi vaste, ni y a-t-il un seul ministère capable de gérer la totalité de ce dossier à lui seul. Une pléthore d'initiatives pertinentes ont été classées grossièrement en trois catégories : atténuation et adaptation en réponse au changement climatique, biodiversité et conservation, et réduction des déchets alimentaires. En particulier, on était d'avis qu'une SAN pourrait favoriser un dialogue interministériel et intersectoriel et ainsi assurer des progrès dans un certain nombre de domaines clés :

- séquestration du carbone;
- production de combustibles renouvelables;
- gestion des gaz à effet de serre (GES);
- protection des espèces en péril;
- qualité de l'eau et surveillance des conditions météorologiques;
- innovations dans les produits et processus de l'industrie agroalimentaire;
- collecte et communication de données sur la performance environnementale dans l'industrie agroalimentaire.

La réduction des déchets alimentaires a été soulignée comme un résultat stratégique qui bénéficierait considérablement d'une approche pangouvernementale relativement à la politique alimentaire. Puisque le coût réel du gaspillage des aliments au Canada est estimé à approximativement 107 milliards de dollars par an⁴ et que la moitié de ces pertes surviennent parmi les consommateurs ou les détaillants, une SAN offre une occasion unique d'intervenir en réponse à cette question aux multiples facettes. Du fait qu'elle pourrait améliorer l'efficacité et la rentabilité dans l'industrie agroalimentaire, favoriser la conservation des ressources, réduire les émissions de GES et, dans une moindre mesure, réduire l'insécurité alimentaire au Canada, une SAN constituerait un véhicule unique pour gérer cet enjeu transversal.

Malgré ce potentiel, les participants étaient d'avis qu'il y a des indicateurs limités en place pour suivre les progrès, en raison de données insuffisantes ou périmées, dans un certain nombre de domaines stratégiques clés. À leurs yeux, il s'agit d'un défi fondamental. Un exemple notable est celui des [Buts et objectifs canadiens pour la biodiversité d'ici 2020](#). Un certain nombre de ces objectifs sont reliés directement au système agricole et agroalimentaire au Canada, et pourtant le Canada manque d'informations qui lui permettraient de surveiller les espèces d'invertébrés et de quantifier les biens et services écologiques. Cela limite la capacité de mesurer et de définir avec précision les réussites dans ces domaines. De plus, la discussion a fait ressortir le besoin d'inclure l'aquaculture et le secteur des aliments traditionnels à une SAN. En tant que source potentielle de croissance dans les collectivités partout au Canada, et particulièrement dans le Nord, on considérait qu'il fallait accorder une attention accrue à l'amélioration de la collecte de données sur la durabilité des stocks de poissons et des indicateurs environnementaux pertinents ayant trait à d'autres aliments traditionnels.

Cette absence de paramètres a été soulignée comme une importante raison d'occasions manquées, alors que des considérations environnementales sont de plus en plus prises en compte dans les décisions des entreprises et sont un facteur important dans les innovations au chapitre des processus et des produits. Selon les participants, les importantes ressources naturelles dont dispose le Canada, combinées à son industrie agricole primaire très efficace, laissent présager un considérable avantage comparé à d'autres pays et un grand potentiel de croissance future. La collaboration au sein

⁴ Gooch et Felfel. "\$27 Billion" Revisited – The Cost of Canada's Annual Food Waste, Value Chain Management International, Inc., 2017 Voir <http://vcm-international.com/new-report-annual-food-waste-in-canada-is-31-billion/>

de l'industrie a été définie comme un moyen essentiel de promouvoir une production durable grâce au partage de pratiques exemplaires et de ressources de préservation de la qualité des sols, de l'eau et de l'air. Les participants représentant l'industrie ont reconnu que la performance environnementale est un risque connu qui offre de considérables opportunités, si elle est évaluée correctement et démontrée sur le marché.

En outre, on pensait que des indicateurs améliorés seraient bénéfiques pour tous les ordres de gouvernement en permettant de fixer des cibles à impact élevé dans le cadre des programmes de financement et de sensibilisation. De considérables écarts dans la performance environnementale entre les provinces étaient vus comme une opportunité, puisqu'une SAN pourrait accroître l'échange interministériel et intersectoriel de pratiques exemplaires – un résultat désiré qui a été mentionné tout au long de la discussion.

Par exemple, l'élaboration d'un programme plus uniforme et à caractère national assurant l'adoption de plans environnementaux de la ferme (PEF) favoriserait une plus grande collaboration. Une telle approche offre un potentiel considérable d'amélioration de la collecte de données agrégées et de la transparence et ainsi permettrait à l'industrie de mieux illustrer les progrès accomplis sur plusieurs fronts environnementaux et de déterminer les prochaines étapes à prévoir afin de continuer à progresser. On a toutefois fait observer qu'un manque d'indicateurs solides limite la capacité d'obtenir une image précise et globale des progrès réalisés par l'industrie jusqu'à ce jour, et d'identifier les meilleures pratiques de gestion (MPG) en vue de leur financement futur en vertu d'un tel programme.

Cette discussion a également mis en évidence la nécessité de mobiliser l'entière chaîne d'approvisionnement, allant des fabricants d'intrants agricoles au secteur de la vente au détail, pour qu'ils cernent des opportunités qui souvent s'étendent à plusieurs segments de cette chaîne.

Orientations possibles :

L'amélioration de la collecte des données environnementales a été identifiée comme un résultat primordial à inclure dans une SAN et comme un aspect qui bénéficierait d'un dialogue s'étendant à l'ensemble du gouvernement, afin de définir les besoins de données pertinentes allant au-delà des mandats ministériels uniques :

1. Créer une base de données commune permettant d'effectuer des analyses comparatives et de surveiller les progrès futurs relativement à l'ensemble des résultats proposés dans une SAN. En l'absence d'indicateurs existants, définir les mesures de collecte des données requises pour répondre au besoin cerné.

Le marché continue de démontrer qu'il y a un besoin croissant d'indicateurs environnementaux, et des incitatifs financiers sont offerts de façon croissante aux entreprises et segments de l'industrie qui sont en mesure de montrer que leur performance environnementale est supérieure aux normes de base adoptées par voie réglementaire. En définissant mieux les avantages comparatifs du Canada en ce qui concerne son capital naturel, on peut prendre des mesures d'incitation, sous la forme d'outils sur le marché, pour obtenir des améliorations ciblées au chapitre de la performance environnementale. Ainsi, un certain nombre d'orientations possibles ont été proposées pour une SAN :

2. Mettre au point immédiatement des mécanismes de compte rendu objectif et fiable de la performance environnementale globale dans le secteur agroalimentaire.
3. Favoriser la collaboration préconcurrentielle au sein de l'industrie, de sorte à assurer le partage de pratiques exemplaires qui peuvent aider à tirer parti des incitations financières sur le marché global.
4. Soutenir le gouvernement pour encourager l'adoption de pratiques de gestion exemplaires à impact élevé dans le domaine de l'environnement, lorsqu'il y a un potentiel considérable de contribuer au bien-être public mais qu'il n'y a pas d'avantage comparable pour une opération donnée.

Améliorer l'accès à des aliments abordables

Opportunités et défis

Les niveaux de revenu, l'emplacement géographique, l'infrastructure, le logement et la littératie alimentaire sont autant d'éléments qui ont été définis comme exerçant une influence considérable sur la sécurité alimentaire des collectivités et/ou des ménages. Les participants ont noté que la solution pour améliorer la sécurité alimentaire au Canada n'est pas de produire plus de nourriture ou de réduire le gaspillage de celle-ci, mais qu'il est essentiel plutôt de savoir quels sont les facteurs socioéconomiques qui entrent en jeu afin de pouvoir comprendre et régler cette question. Les agriculteurs et transformateurs des aliments étaient perçus comme jouant un rôle limité à cet égard, en offrant des aliments abordables, avec efficacité. Les goulots d'étranglement du transport et une simplification de la réglementation étaient suggérés comme des leviers possibles sur ce front. Toutefois, on était d'avis que des stratégies de lutte contre la pauvreté, comme la Stratégie de réduction de la pauvreté d'Emploi et Développement social Canada, sont des leviers essentiels permettant de s'attaquer directement au problème de l'insécurité alimentaire.

On a souligné que l'insécurité alimentaire touche d'une manière disproportionnée les populations vulnérables qui, historiquement, n'ont pas été bien prises en compte dans les approches adoptées et imposées par les décideurs. On a souligné que certaines initiatives visant à assurer l'accès aux banques alimentaires et à réduire les déchets alimentaires étaient problématiques, puisqu'elles ne s'attaquent pas dans les faits à l'insécurité alimentaire (le problème étant le manque de revenu et de ressources pour obtenir de la nourriture) et ne respectent pas la dignité des personnes censées bénéficier de ces mesures. Les participants estimaient qu'une vaste intervention auprès des populations touchées serait cruciale pour réduire l'insécurité alimentaire au Canada.

Reconnaissant que les facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire varient d'une région à l'autre et ont tendance à s'étendre au-delà des limites sectorielles et ministérielles, les participants pensaient qu'il serait utile de traiter la sécurité alimentaire comme un droit fondamental de la personne, comportant de claires obligations en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. On a proposé que la SAN inclue une vision d'élimination complète de la faim en tant que droit de tous les Canadiens, comme un objectif à long terme à réaliser graduellement et à améliorer avec le temps. Un rapport publié par Olivier De Schutter, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, après sa visite au Canada, a été proposé comme document de référence qu'il y aurait lieu de réexaminer au moment où l'on fixera les résultats en matière de sécurité alimentaire à inclure à une SAN⁵.

Comme c'était le cas durant les discussions sur d'autres sujets, la mesure actuelle de l'insécurité alimentaire a été notée comme un défi qui fait qu'il est difficile de savoir quels sont les progrès réalisés dans ce contexte. La sécurité alimentaire peut être mesurée directement au niveau des ménages et des particuliers, mais des préoccupations ont été soulevées en raison de l'option qu'ont les provinces de décider de ne pas recueillir des données sur les mesures de sécurité alimentaire dans le cadre de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC). Il en résulte des écarts dans les données sur la sécurité alimentaire, ce qui limite la capacité d'interpréter et de surveiller les progrès.

L'industrie voyait l'investissement dans des innovations ayant un solide impact et fournissant des avantages mesurables comme un outil essentiel pour aider à assurer la sécurité alimentaire, en se fondant sur les enseignements partagés quant à ce qui a fourni des résultats par le passé. La collaboration avec la société civile et les organismes de bienfaisance a été identifiée comme une approche intégrale. En mesurant l'efficacité des programmes précédents au moyen d'une évaluation approfondie axée sur les résultats, on pourra mieux cibler les futurs fonds afin qu'ils aient l'effet souhaité.

⁵ De Schutter. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation : Mission au Canada. Conseil des droits de l'homme des Nations-Unis, 2013. Voir http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20121224_canadafinal_fr.pdf

L'amélioration des capacités, la mise en place de systèmes de soutien, la formation visant à inculquer des compétences et la création d'opportunités économiques inclusives ont toutes été soulignées comme des mesures qui respectent la dignité et les droits des personnes qui souffrent le plus de l'absence de sécurité alimentaire. La sensibilisation à cette question était également perçue comme un facteur important, et l'on a souligné le rôle important que les médias, y compris les médias sociaux, jouent en permettant aux particuliers d'avoir accès à des ressources et en offrant des occasions de diffuser les enseignements communs.

Il y a aucun instrument de politique unique et global ou ministère qui, à lui seul, peut régler la question de la sécurité alimentaire. Le programme Nutrition Nord administré par Affaires autochtones et du Nord Canada a été cité comme un exemple. Ce programme de subvention des aliments au détail est offert dans des communautés spécifiques du Nord et comporte des éléments d'éducation sur la nutrition dispensés par Santé Canada et l'Agence de la santé publique. De plus, le programme sur les contaminants dans le Nord a été identifié comme une source de financement pour la recherche sur les contaminants qui se retrouvent dans les chaînes alimentaires du Nord et dont le but est d'informer les membres des collectivités et les responsables d'autres programmes quant à la salubrité des aliments traditionnels dans cette région. La nature ciblée de ces deux programmes était vue comme une approche commune à l'égard des questions régionales entourant la sécurité alimentaire, et les participants ont précisé qu'il faut adopter une stratégie holistique et globale sur la sécurité alimentaire qui permet d'échanger des pratiques exemplaires et d'aider à étendre les initiatives couronnées de succès.

Orientations possibles :

Étant donné les origines complexes et difficiles à cerner de l'insécurité alimentaire dans les collectivités et ménages canadiens, les participants ont proposé une série de possibles mesures qui permettraient de gérer la question de la sécurité alimentaire au Canada par l'entremise d'une SAN :

1. Établir une structure de gouvernance appropriée en réponse aux questions liées à la sécurité alimentaire qui assure une intervention continue auprès des populations vulnérables et traditionnellement moins engagées, afin de déterminer les résultats et de proposer des solutions sous la forme de politiques.
2. Obliger davantage l'ensemble des provinces à transmettre des données sur la sécurité alimentaire par l'intermédiaire de l'ESCC et d'un dialogue continu quant aux indicateurs requis pour surveiller les progrès à l'égard des multiples facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire.
3. Reconnaître l'alimentation comme un droit fondamental de la personne, articulé autour du résultat à long terme consistant à éliminer entièrement la faim au Canada.
4. Évaluer les projets pilotes de la lutte contre la pauvreté et de soutien du revenu et les avantages sociaux renforcés du point de vue des résultats, afin de favoriser l'expansion des initiatives qui ont un grand impact.

Produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure

Opportunités et défis

Dès le début de la rencontre, le deuxième rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique du ministre Morneau (le rapport Barton)⁶ a été identifié comme offrant une occasion unique d'exploiter la puissance économique de l'industrie agroalimentaire au Canada. La croissance économique continue d'être lente au Canada, qui affiche par ailleurs un piètre rendement au chapitre de l'innovation par rapport à d'autres pays comparables. Le rapport Barton a décrit le secteur agroalimentaire canadien comme une industrie présentant un immense potentiel de croissance inclusive et renfermait une série de recommandations pour assurer la croissance dans ce secteur; le rapport a été suivi de mesures annoncées dans le budget fédéral de 2017, qui fixait un objectif de 75 milliards de dollars en exportations de produits agroalimentaires d'ici 2025⁷.

Les participants ont souligné régulièrement qu'il faut s'appuyer sur le poids économique actuel du secteur, tout en reconnaissant que pour atteindre l'objectif de 75 milliards de dollars en exportations agroalimentaires, il faudra qu'il y ait une augmentation considérable de la capacité du secteur de transformation des aliments au Canada afin qu'il puisse ajouter de la valeur à une plus grande proportion de la production agricole primaire de notre pays. Certains participants ont soulevé des préoccupations à l'égard de cet objectif de s'aligner sur le rapport Barton, en précisant qu'une stratégie alimentaire nationale doit tenir compte de façon plus directe des considérations liées à la santé, à l'équité et à l'environnement. Donc, tandis qu'on a fortement insisté pour qu'on aligne étroitement une SAN sur le rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique, d'autres trouvaient qu'une SAN offre une occasion unique de mieux intégrer les considérations susmentionnées par le biais de solides partenariats avec de multiples intervenants.

Un aspect qui a reçu une attention particulière est le besoin de mieux quantifier et exploiter l'avantage comparatif du Canada, l'excédent écologique de notre pays étant mis en évidence comme une excellente opportunité de différencier les produits agroalimentaires canadiens sur le marché mondial. Par exemple, le Canada a été décrit comme l'un des producteurs les plus efficaces de protéines animales dans le monde, et l'utilisation d'eau par l'industrie a été fournie comme un autre exemple. On a précisé que 11 % des aliments vendus sur le marché mondial dépendent de bassins hydrographiques épuisés, et qu'une grande partie des échanges commerciaux ne reflètent pas le coût véritable de la production. Ces réalités ont été définies comme des aspects clés où le Canada peut obtenir un avantage comparatif en tant que source de produits alimentaires écologiquement durables.

Les participants ont noté que cette approche, de nouveau, requiert que tous les intervenants s'efforcent d'améliorer la collecte de données dans les secteurs pouvant fournir un avantage comparatif au Canada, afin d'assurer le suivi des progrès historiques et continus, tout en faisant des analyses comparant le Canada et ses concurrents à l'échelle internationale. Les faibles coûts des aliments au Canada, les normes élevées de salubrité des aliments et les améliorations continues apportées au titre de l'efficacité et de la productivité sont autant d'éléments qui étaient considérés comme des atouts du secteur et qu'il faut prendre en compte lorsqu'on cerne les possibilités de croissance, mais dont il faut tenir compte aussi lorsqu'on fixe les paramètres pour les résultats prévus sous les autres thèmes d'une SAN.

⁶ Conseil consultatif en matière de croissance économique. Deuxième rapport – Libérer le potentiel de croissance des secteurs clés. Gouvernement du Canada. Voir <http://www.budget.gc.ca/aceg-ccce/pdf/key-sectors-secteurs-cles-fra.pdf>

⁷ Gouvernement du Canada. Budget de 2017. Voir <http://www.budget.gc.ca/2017/home-accueil-fr.html>

Le dynamisme des collectivités rurales a été identifié comme essentiel pour assurer la croissance durable. Il faut que les agriculteurs et les collectivités rurales soient économiquement viables et prospères si l'on veut que le secteur continue de croître, et on a fourni l'exemple des pénuries continues de main-d'œuvre pour montrer à quel point l'industrie agroalimentaire et les collectivités rurales au Canada sont liées. Les participants ont souligné que la transformation des aliments est le principal secteur d'emploi dans les régions rurales du Canada, puisqu'on trouve plus de 300 000 emplois et plus de 6 000 installations dans ce secteur, répartis dans toutes les régions du pays. En tant qu'important marché qui ajoute de la valeur aux produits agricoles canadiens, le secteur de transformation des aliments, qui transforme seulement 50 % des denrées agricoles produites au Canada, a été proposé comme un domaine qui pourrait faire l'objet d'une croissance considérable. Durant la discussion sur la croissance, les participants ont également noté qu'il y a des possibilités de croissance à tous les niveaux des opérations et dans tous les segments de l'industrie, et qu'il y a une gamme d'incitatifs axés sur le marché dont le but est d'assurer la croissance à la fois des marchés d'exportation et des marchés intérieurs.

La dépendance continue du Canada à l'égard des États-Unis pour ses exportations et l'incertitude continue que présente ce marché étaient considérées comme un défi clé, et on estimait qu'il est essentiel d'assurer la diversification en vendant les produits à d'autres pays pour assurer une croissance accrue. Le déclin des investissements dans les installations de fabrication de nourriture et le besoin d'accroître les investissements dans l'automatisation et la robotique étaient perçus comme des défis qui nécessitent une nouvelle vision et une nouvelle façon de penser au sein de l'industrie, mettant l'accent sur la production à valeur ajoutée, grâce à des activités de recherche et de développement enrichies. On était d'avis que cette innovation pourrait se traduire par des gains potentiels à l'égard de multiples enjeux, grâce à une amélioration de l'efficacité et de la durabilité et grâce à des innovations dans les produits liés à la santé, autant d'aspects sur lesquels se concentrent actuellement le secteur de l'agriculture et les entreprises de production alimentaire au Canada.

Pour que des progrès soient faits dans ce domaine, les participants estimaient qu'il faut améliorer la réglementation, en notant que les organismes de réglementation doivent adopter une approche davantage tournée vers l'avenir et reposant sur les données scientifiques et se fonder sur les résultats d'une consultation menée tôt auprès de la chaîne de valeur afin d'aider à éviter les conséquences imprévues. Comme un intervenant l'a affirmé, « il faut réglementer pour demain et non pas pour aujourd'hui ».

Orientations potentielles :

Pour réaliser le potentiel de croissance du secteur à travers une SAN, les participants ont souligné qu'il faut prendre des mesures immédiates, soit :

1. Accroître l'innovation et la production à valeur ajoutée grâce à une compréhension et une mesure améliorées des avantages comparatifs du Canada;
2. Rationaliser la réglementation en s'assurant que celle-ci est tournée vers l'avenir et mener une consultation tôt auprès de l'entière chaîne d'approvisionnement, tout en veillant à ce que cette réglementation repose sur de solides preuves et données scientifiques;
3. Combler les écarts dans la main-d'œuvre au Canada puisqu'il s'agit d'une très grave contrainte qui limite la croissance dans l'entière chaîne d'approvisionnement.

Tandis que les participants ont noté les avantages qui découleraient de la stratégie économique et du financement éventuel d'une supergrappe dans le secteur de l'agroalimentaire, la mobilisation continue en rapport avec la croissance future était considérée comme une activité cruciale pouvant être soutenue par la SAN. On a suggéré quelques orientations possibles à cette fin :

4. Le Canada doit tirer parti de sa position dans les tribunes internationales pour hausser la barre à l'égard des concurrents sur le marché mondial en ce qui concerne les distorsions du marché causées par l'accès

subventionné au capital naturel, comme l'eau, et les facteurs environnementaux externes négatifs connexes. L'examen, par l'Organisation mondiale du commerce, des mesures de soutien intérieur a été proposé comme un objectif à fixer à court terme dans ce contexte;

5. Créer une structure de gouvernance appuyant la recherche interdisciplinaire et mettant l'accent sur les innovations par la conclusion de partenariats avec de multiples intervenants. Grâce à une collecte, une surveillance et une évaluation multidisciplinaires améliorées des données, une SAN doit explorer les possibilités de croissance intersectorielle que rend possible une meilleure compréhension des avantages comparatifs du Canada. Par exemple, une recherche plus poussée dans le domaine de la santé et le biome de l'intestin pourrait mettre en lumière des débouchés pour les produits canadiens; de même, la santé des sols a été identifiée comme un important facteur contribuant à la croissance et à l'amélioration de la qualité environnementale.

Questions faisant l'unanimité

Au cours des discussions, un certain nombre de thèmes communs ont apparu qui pourraient bénéficier d'un dialogue interministériel et intersectoriel que rendrait possible une SAN. La présente section aborde brièvement les positions communes à l'égard de ces thèmes communs.

Alors qu'on a identifié un certain nombre d'enjeux appartenant à de multiples thèmes, trois questions se détachaient en tant que résultats idéaux qui se prêteraient bien à l'approche pangouvernementale promue par une SAN. Quatre objectifs à long terme transversaux ont été définis ainsi et appartenaient aux quatre domaines thématiques :

- 1. Réduire les déchets alimentaires :** Alors qu'il a été noté que la réduction des déchets alimentaires ne devrait pas être considérée comme une solution à l'insécurité alimentaire, il faut adopter une approche holistique pour réduire le gaspillage de nourriture qui, selon les estimations, coûte 107 milliards de dollars aux Canadiens chaque année. En réduisant ce gaspillage, non seulement on augmenterait l'efficacité et la rentabilité dans le secteur, on aiderait également à réduire les émissions de GES en faisant une meilleure utilisation des ressources.
- 2. Promouvoir la littératie alimentaire :** La sensibilisation des Canadiens aux aliments sains produits ici au Canada, à leur préparation et à leurs effets sur la santé a été soulignée comme un outil clé pour relever un grand nombre des défis mentionnés tout au long de la journée. En permettant éventuellement de réduire les dépenses de santé grâce à une amélioration des habitudes alimentaires et des régimes, de réduire le gaspillage de la nourriture parmi les consommateurs, d'accroître la consommation de fruits et de légumes produits au Canada et d'éduquer davantage les gens sur l'importance du secteur de l'agroalimentaire pour le Canada, l'amélioration de la littératie alimentaire était perçue comme une occasion unique de relever les défis rattachés aux thèmes discutés.
- 3. Réduire le coût des maladies dues au régime :** Du fait que les maladies dues au régime contribuent à la hausse des dépenses de santé et ont un effet disproportionné parmi les ménages souffrant d'insécurité alimentaire, la réduction de ces maladies est un objectif qui s'inscrit dans plusieurs des thèmes mentionnés plus haut et qui nécessite une approche pangouvernementale réellement intégrée. Par exemple, le but consistant à accroître la consommation de fruits et légumes frais produits au Canada offre des possibilités pour les cultivateurs canadiens, mais nécessite la gestion intégrée de divers enjeux, allant de la lutte contre la pauvreté aux interventions dans le secteur des transports et à la prise des mesures pour contrer la présence généralisée de déclarations trompeuses et non scientifiques faites au sujet des aliments et qui ont un effet sur les habitudes alimentaires des consommateurs.
- 4. Positionner le Canada comme un chef de file mondial digne de confiance qui fournit des aliments sains, nutritifs et durables :** Le capital naturel dont dispose le Canada et sa réputation en tant que pays producteur de produits sains et de haute qualité a été souligné comme offrant un avantage comparatif au secteur. Si elles sont quantifiées correctement, la consommation d'eau, l'efficacité de la production et la production de produits agroalimentaires à faibles résidus sont quelques-uns des aspects clés identifiés qui permettraient au Canada de faire preuve de leadership sur la scène mondiale. On a noté qu'une SAN constituerait un moyen unique pour rassembler les intervenants pertinents pouvant assurer l'intégration de tout l'éventail des considérations requises pour parvenir à réellement concrétiser cette vision en établissant les paramètres nécessaires et en faisant la promotion d'autres innovations dans ces secteurs. En tant qu'industrie présentant un énorme potentiel de croissance inclusive, la SAN pourrait fournir une vision relative à la croissance du secteur qui tient compte davantage des considérations ayant trait à l'environnement, à l'équité et à la santé, tout en offrant des possibilités d'emploi et des opportunités économiques partout au pays.

En ce qui concerne les mesures à prendre en premier, quatre résultats ont été fixés durant les quatre discussions :

- A. Utilisation d'un langage commun et de définitions communes :** Tout au long de la discussion, on a souligné l'importance d'utiliser un langage clair et compris par tous comme un élément essentiel à la réussite d'une SAN. On a expliqué qu'il est essentiel que les intervenants se réunissent dès le départ et établissent une nomenclature commune afin de poser un solidement fondement qui garantira une coordination et une collaboration efficaces dans le cadre d'une SAN.
- B. Responsabilisation par la définition de clairs rôles et responsabilités :** Un certain nombre de participants ont signalé que la question de la Politique alimentaire nationale avait seulement été soulevée dans la lettre de mandat destinée au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, ce qui a suscité des préoccupations quant à la responsabilisation des autres ministères dans le contexte d'une SAN. On a salué les dialogues interministériels entrepris à l'appui d'*Une politique alimentaire pour le Canada*, qui démontrent l'engagement de 16 ministères et organismes à l'égard du processus en cours. Cependant, à l'avenir, il sera important de définir des rôles et responsabilités spécifiques dès le début pour institutionnaliser la collaboration dans le cadre d'une SAN, y compris les rôles de l'industrie et d'autres intervenants non gouvernementaux.
- C. Collecte de données, politique reposant sur des éléments probants et cibles claires :** Durant les quatre discussions, les participants ont souligné l'importance de recueillir de meilleures données, de quantifier les progrès au moyen de paramètres clairement définis et de rendre compte de cette information régulièrement et avec transparence. En particulier, les participants ont suggéré qu'une SAN bien formulée devrait reconnaître les forces de notre pays (comme l'abordabilité de la nourriture et les robustes normes de salubrité alimentaire), fixer les valeurs de base et soumettre les progrès à des analyses comparatives par l'application d'indicateurs scientifiques. On estimait que l'établissement de cibles claires et quantifiables était crucial pour assurer la reddition de comptes par toutes les parties.
- D. Agrégation des données et modélisation :** Reconnaisant l'importance de la prise de décisions reposant sur des éléments de preuve, on a parlé à plusieurs reprises du fait que le SAN pourrait avoir des conséquences non voulues. Étant donné la complexité et la nature interreliée des concepts abordés, les participants ont insisté sur l'agrégation des données dans un cadre commun et sur la nécessité d'alimenter ce cadre en procédant à des exercices de modélisation mettant en évidence les interdépendances et les effets externes d'une initiative donnée.

Gouvernance

Outre les domaines stratégiques et les résultats particuliers identifiés comme pertinents dans le cadre d'une SAN, une grande partie de la discussion portait sur la gouvernance de la SAN. Comme l'a fait remarquer un participant : « Si nous ne définissons pas bien la gouvernance en l'espace d'un an, nous accuserons un retard plus important. Le processus aura été contre-productif »

Opportunités et défis

L'alimentation a un impact dans la vie des Canadiens, chaque jour, de plusieurs manières. C'est l'une des motivations principales derrière l'élaboration d'une SAN. Les participants ont observé qu'une SAN offre une occasion de définir l'approche pangouvernementale à adopter à l'égard des questions touchant la nourriture, mais ont fait une mise en garde en précisant que des tentatives faites à l'étranger pour mettre en œuvre des politiques ou stratégies similaires ont montré à quel point ce processus peut être fragile. La courte période de consultation et l'ampleur des questions pertinentes à prendre en compte dans le contexte d'une SAN font ressortir davantage l'importance d'un engagement continu et de la nécessité pour la SAN d'évoluer. En effet, les participants ont répété à maintes reprises que la SAN doit être à bien des égards un document évolutif plutôt que d'être une politique statique, et qu'une structure de gouvernance robuste et inclusive était nécessaire pour assurer la participation continue de la part des intervenants.

Si l'on veut qu'une SAN soit réellement efficace, comme l'ont affirmé les participants de nombreuses fois, il faut que l'industrie et la société civile fassent preuve de leadership. Un certain nombre de recommandations ont été formulées dans le but de définir les paramètres d'une telle approche :

- **Mobilisation de l'entière chaîne d'approvisionnement** : Lorsqu'elle cherche à mobiliser l'industrie, une SAN doit tenir compte de l'entière chaîne d'approvisionnement, y compris des détaillants, des entreprises de transformation, des producteurs primaires, des fournisseurs d'intrants et des autres services accessoires.
- **Importance de mobiliser les dirigeants autochtones** : Il faut faire participer les collectivités autochtones à la gouvernance par le biais des conseils de bande et tribaux et des organisations territoriales. On a souligné sans cesse que, contrairement à la situation dans la majorité des autres collectivités au Canada, dans de nombreuses collectivités autochtones, certaines des questions qui pourraient faire partie des thèmes potentiels de la SAN, comme les programmes de nutrition dans les écoles, relèvent de la compétence fédérale.
- **Un réseau élargi d'intervenants** : Il se peut que l'approche la plus efficace pour assurer la participation continue des intervenants soit l'établissement d'un réseau, qui permettrait de mobiliser une grande variété d'intervenants par l'adoption de rôles et responsabilités clairement définis.

Pour ce qui est de la gouvernance au gouvernement fédéral, les participants ont souligné qu'il est nécessaire pour une SAN de relever directement du centre du gouvernement. La lettre de mandat adressée au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ne mentionne actuellement pas d'autres ministères et, par conséquent, les organismes centraux doivent jouer un rôle de premier plan pour assurer la responsabilisation interministérielle. Cela répondrait à un autre point clé soulevé par de nombreux participants : Il faut assurer l'harmonisation de la SAN et des autres initiatives et priorités stratégiques du gouvernement fédéral.

Par ailleurs, tandis que l'initiative *Une Politique alimentaire pour le Canada* a été positionnée comme une initiative fédérale, une SAN nécessite un engagement de tous les ordres de gouvernement, et il est probable que des questions provinciales et municipales seront soulevées lorsqu'on examinera les solutions possibles. Il faut renforcer l'échange d'information entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, encourager l'harmonisation et favoriser le partage des connaissances ayant trait aux objectifs communs.

Cependant, la discussion s'est terminée par une suggestion que la nature de la gouvernance, en fin d'analyse, devrait refléter sa fonction. Ainsi, l'établissement de priorités et de principes communs représente la première étape cruciale qui permettra de déterminer l'approche de gouvernance appropriée à adopter.

Orientations potentielles

À l'issue des discussions décrites ci-dessus, on a défini un certain nombre d'orientations initiales clés comme premières étapes d'une Stratégie alimentaire nationale :

- 1. Les priorités et principes communs** doivent être définis et adoptés d'un commun accord par la tenue de discussions intersectorielles auxquelles participent de multiples intervenants avant que l'on puisse établir une structure de gouvernance appropriée. L'étendue et les paramètres d'une SAN doivent être définis davantage de sorte que les intervenants comprennent leurs responsabilités respectives et leurs rôles de gouvernance subséquents.
- 2. De multiples intervenants devraient se réunir à nouveau** après la définition des priorités et des principes communs afin d'explorer la nature de la gouvernance d'une SAN.
- 3. Une gouvernance efficace doit mettre l'accent sur les résultats**, et comporter des cibles clairement définies et préciser les intervenants spécifiques responsables de la réalisation de ces cibles.
- 4. Un cadre formel et transparent** doit être instauré afin d'institutionnaliser la responsabilisation à l'égard d'une SAN dans l'ensemble des ministères. Tandis que la mobilisation initiale met l'accent sur une solide collaboration parmi les ministères fédéraux, une SAN mettra inévitablement l'accent sur les résultats à court et à long terme. On a souligné que la formalisation de la responsabilisation ministérielle à l'égard d'une SAN encouragerait les autres participants à participer à la réalisation des objectifs à plus long terme.

Annexe A

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Institut canadien des politiques agroalimentaires
Canadian Cattlemen’s Association
Producteurs d’œufs d’incubation du Canada
Association pour le commerce des produits biologiques
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Producteurs de poulet du Canada
Conference Board of Canada
Producteurs d’œufs du Canada
Environnement et Changement climatique Canada
Produits alimentaires et de consommation du Canada
Fabricants de produits alimentaires du Canada
Réseau pour une alimentation durable
Aliments Gay Lea
Santé Canada
Fondation des maladies du cœur et de l’AVC du Canada
Affaires autochtones et du Nord Canada
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Inuit Tapiriit Kanatami
Aliments Maple Leaf
MNP
Association pour la santé publique de l’Ontario – Centre des ressources en nutrition
Provision Coalition
Pulse Canada
Table ronde sur le bœuf durable
Table ronde sur les cultures durables
Syngenta
Université de l’Alberta



© Fédération canadienne de l'agriculture, 2017.

21, rue Florence
Ottawa (Ontario) K2P 0W6
Tél. : 613-236-3633

www.cfa-fca.ca